



**ÉCONOMIE** L'insolente résilience des énergies fossiles | **B 4**

**ÉCONOMIE**  
Stagflation à l'horizon | **B 5**

**MONDE**  
La question migratoire fait tomber le gouvernement belge | **B 7**

CAHIER **2**

## CULTURE



Une salle du Pavillon pour la Paix Michal et Renata Hornstein du Musée des beaux-arts de Montréal. Le MBAM fait partie d'un regroupement de musées canadiens qui pourront intervenir dans l'appel entre le procureur général du Canada et la maison de vente aux enchères Heffel.

MARC CRAMER

### III ARTS VISUELS

# Des dons qui échappent aux musées

Le jugement Manson a comme conséquence de priver des institutions de certains dons précieux. Des musées montent au front pour faire la preuve de l'importance de cette manière d'acquérir des œuvres.

CATHERINE LALONDE  
LE DEVOIR

Le Musée des beaux-arts de Montréal a raté l'occasion de se faire donner une estampe de Rembrandt (1606-1669). Une bonne dizaine d'autres dossiers de dons — certains concernant plus d'une œuvre — y sont également suspendus. Dans un geste rare dans le monde muséal, où les dons se discutent dans la confidentialité et loin des lumières des médias, ce musée, avec la Art Gallery of Ontario et la Vancouver Art Gallery, parle de quelques processus en cours. Car des dons d'œuvres, comme celui de cette petite estampe d'un très grand maître, sont en danger d'être perdus pour les institutions, et pour la collection publique du pays.

D'un océan à l'autre, le problème se rejoue. La Vancouver Art Gallery (VAG) ne verra pas en ses murs le lot de cinq œuvres de Katina Bock, Benoit Maire et Daniel Roth qu'on lui offrait. À la Art Gallery of Ontario (AGO), au moins deux dons sont aussi tombés à l'eau.

Le problème ? Ces œuvres n'ont pas de liens directs avec le patrimoine culturel canadien. Ce qui fait que les donateurs ne peuvent bénéficier de la déduction fiscale sur impôts à laquelle ils avaient droit jusqu'au 12 juin dernier. À cette date est tombé le jugement Manson de la Cour fédérale. Une décision qui advenait dans un dossier d'octroi de licence d'exportation d'une œuvre du Français Gustave Caillebotte destinée à quitter le Canada pour être vendue à Londres, et qui rétrécissait la notion d'importance nationale. Or, cette notion préside aussi à l'attestation de biens culturels qui permet les déductions fiscales. Effet collatéral imprévu sur les lots d'œuvres internationales, grandement indésirable, pour les institutions muséales.

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), la Vancouver Art Gallery, le Royal Ontario Museum, la Winnipeg Art Gallery, le Remai Modern de Saskatoon, l'AGO, la Beaverbrook Art Gallery du Nouveau-Brunswick, la Thomas Fisher Rare Book Library et les University of Toronto Libraries ont donc obtenu le 10 décembre dernier la permission d'intervenir dans l'appel entre le procureur général du Canada et la maison de

vente aux enchères Heffel.

La preuve qui accompagne la requête des dix institutions, et dont *Le Devoir* a pris connaissance, abonde en exemples de conséquences advenues et anticipées, détaillant aussi nombre de dons importants faits dans les dernières décennies et qui ne seraient plus possibles aujourd'hui.

Car ces institutions muséales doivent « démontrer non seulement l'impact qu'a sur elles la décision Manson », explique Émilie L. Cayer, directrice adjointe des dons majeurs du MBAM, « mais aussi démontrer de façon objective l'importance des attestations de biens culturels, à des fins fiscales, pour les musées, pour enrichir leurs collections — et particulièrement leurs collections d'art international ».

Exemple ? Au MBAM, entre 2014 et 2018, un budget de 5,3 millions a permis d'acquérir 180 œuvres ; 1442 dons sans attestations de biens culturels ont été faits, pour une valeur de 5,6 millions ; et 945 œuvres ont été données avec attestation de bien culturels, pour une valeur de 84,1 millions.

« Si on regarde en détail, analyse M<sup>me</sup> Cayer, on constate que les dons avec attestation de biens culturels concernent en général des œuvres de plus grande valeur. Des œuvres qu'il serait impossible pour le MBAM d'acquérir autrement. » Entre 2014 et 2018, 23 % des œuvres données avec attestation étaient « internationales », mais elles représentent 84 % de la valeur pécuniaire des dons.

Autres musées, même réalité. De 2012 à 2017, le Musée d'art contemporain de Montréal (MAC) a acheté 37 œuvres pour 1,9 million, et en a reçu grâce aux dons avec attestations 193 autres, d'une valeur de 8,6 millions. À l'AGO, de 2012 à 2017, le budget d'acquisition était de 9 millions, les dons simples avaient une valeur de 2,7 millions et les dons avec attestations ont atteint les 337 millions. La Vancouver Art Gallery, de 2012 à 2016, a acheté pour 3,7 millions d'œuvres, et en a reçu pour une valeur de 8,8 millions, exclusivement en œuvres signées d'ailleurs.

#### Des œuvres qui créent des liens

Mais il n'y a pas que les bidous qui comptent en art. Loin de là. « Les œuvres internationales du MBAM

**84,1 millions**

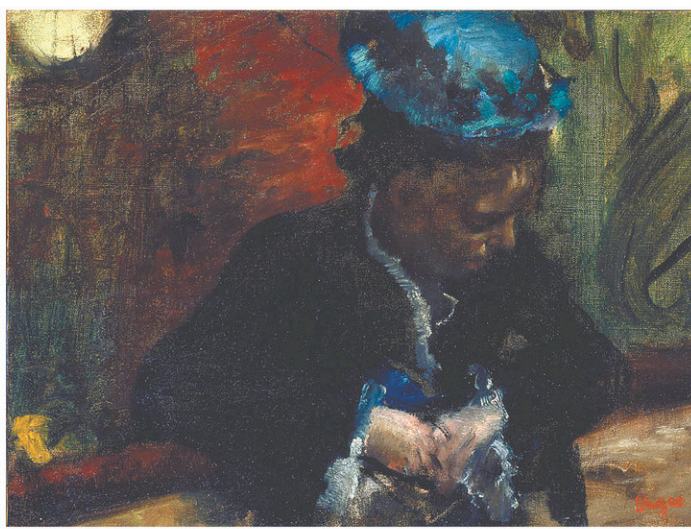
La valeur des dons faits au MBAM entre 2014 et 2018, pour 945 œuvres avec attestation de biens culturels

**5,6 millions**

La valeur des dons faits au MBAM entre 2014 et 2018, pour 1442 œuvres sans attestation de biens culturels

**337 millions**

La valeur des dons faits à l'Art Gallery of Ontario, entre 2012 et 2017, pour des œuvres avec attestation de biens culturels



Les œuvres internationales du MBAM sont convoitées pour des expositions temporaires à l'international, comme ce tableau d'Edgar Degas, *Au théâtre: femme assise au balcon*, qui a voyagé jusqu'en Écosse en 2017 et à Denver en 2018.

MBAM CC

sont convoitées lors d'expositions temporaires à l'international, indique l'affidavit déposé par la conservatrice en chef et directrice générale Nathalie Bondil pour le musée. En prêtant ses œuvres dans les grands musées du monde [...], le MBAM crée des liens avec les institutions à travers le monde et fait rayonner ce patrimoine canadien. » Ainsi, un Picasso, un Degas et un Steen du musée sont partis en tournée au cours de la dernière décennie. « Prêter des tableaux à l'étranger renforce ce réseau d'échange muséal et favorise l'obtention de prêts pour nos propres expositions temporaires. » En d'autres mots, les œuvres internationales attirent les œuvres internationales.

#### Rapidité d'action

Si l'impact se fait si fortement sentir sur toutes les collections internationales, pourquoi tous les musées du pays ne se joignent-ils pas à la cause ? Pour une question de mobilité, répond M<sup>me</sup> Cayer, et de rapidité d'action. « Pour se joindre à l'intervention, nomme-t-elle, il fallait ne pas être en conflit d'intérêts [ce qui pourrait être le cas des musées nationaux] et avoir les ressources humaines nécessaires pour fournir les preuves et analyser les dossiers d'acquisition dans un délai très serré. C'est loin d'être évident. »

Il faut aussi, ajoute M<sup>me</sup> Cayer, vouloir dévoiler ses chiffres, ce qui répugne habituellement au monde muséal. « On ne veut pas que l'importance des œuvres ne soit perçue que comme étant financière ; oui, elles ont de la valeur financière, mais leur importance, leur importance nationale, leur importance générale et pour le patrimoine ne devraient pas être liées seulement à cette valeur financière. »

Les dix institutions muséales déposeront leur mémoire le 7 janvier prochain. Heffel et le procureur général du Canada répliqueront quelques jours plus tard. Le début des audiences de cette procédure accélérée est prévu au début de février.

La cause des institutions muséales est portée par le cabinet d'avocats Sarrazin et Plourde.

## III MUSÉES SCIENTIFIQUES

## Les institutions ont besoin d'une réponse pour leur financement

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

Huit musées scientifiques du Québec demandent une formule de financement pérenne pour pouvoir poursuivre leurs activités après l'année 2018-2019. C'est ce qu'ils ont fait savoir au gouvernement par voie de communiqué. Les musées ont par ailleurs rencontré les membres du gouvernement il y a deux semaines à ce sujet.

Mais ils ont besoin de savoir ce que l'avenir leur réserve au-delà du mois de mars 2019.

« Si on n'a pas de confirmation [de subvention], on ne pourra pas ouvrir cet été », dit Sandra Gauthier, du musée Exploramer, de Sainte-Anne-des-Monts.

En 2016, les musées scientifiques ont été pénalisés par la décision du gouvernement de limiter l'accès au Programme de financement des institutions muséales aux musées œuvrant dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles.

Les musées scientifiques qui ne bénéficiaient pas encore du PAFIM n'ont donc jamais pu y avoir accès.

C'est le cas notamment du musée Exploramer, qui se consacre à la faune du Saint-Laurent à Sainte-Anne-des-Monts, du musée scientifique Armand-Frappier, du Fossilarium de Notre-Dame-du-Nord, du Cosmodôme de Laval, du musée Aster de Saint-Louis-du-Ha! Ha!, du Centre de la biodiversité du Québec à Bécancour, du Centre d'interprétation des mammifères marins à Tadoussac et du Parc de la Rivière-des-Mille-Îles à Laval.

Au ministère de la Culture et des Communications, on affirme être en recherche active d'une solution permanente, de concert avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

« Le MCC et le MEI travaillent d'ailleurs de concert à la recherche d'une solution pérenne de financement interministériel pour les institutions muséales à caractère scientifique », dit Annie Legruic.

L'an dernier, la ministre de la Culture et des Communications Marie Montpetit a consacré une enveloppe ponctuelle de trois millions, pour 2018-2019, aux institutions pénalisées. Une partie de cet argent était aussi investie par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Et en 2015, Exploramer a survécu grâce au financement de dernière minute provenant d'une fondation privée.

Les musées qui bénéficiaient déjà du PAFIM en 2016, soit le Musée de la nature et des sciences de Sherbrooke ou encore la Maison Léon-Provancher, à Cap-Rouge, continuent de recevoir un financement dégressif.

« Ce sont d'ailleurs les deux seules institutions muséales à vocation scientifique soutenues au fonctionnement par le MCC.

« À cet effet, le MCC n'a pas voulu pénaliser ces deux institutions, le temps notamment qu'une orientation soit donnée concernant le soutien éventuel par les autres ministères, selon le secteur », dit Annie Le Gruic.

**Si on n'a pas de confirmation [de subvention], on ne pourra pas ouvrir cet été**

SANDRA GAUTHIER



Atticus Finch est interprété par Jeff Daniels (à gauche) et Tom Robinson, par Gbenga Akinagbe. JULIETA CERVANTES OMDK.COM AGENCE FRANCE-PRESSE

## III THÉÂTRE

## Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur résonne avec l'ère Trump

L'adaptation sur scène du monument littéraire de Harper Lee fait fureur à Broadway

CATHERINE TRIOMPHE  
À NEW YORK  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Classique de la littérature américaine et lecture obligatoire pour les écoliers, *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur* (*To Kill a Mockingbird*), le roman de Harper Lee sur la ségrégation raciale dans le Sud américain, fait maintenant aussi un carton à Broadway, dans une adaptation qui résonne avec l'ère Trump.

La nouvelle adaptation de ce *best-seller*, à la fois roman d'apprentissage autobiographique et chronique de la vie d'une petite ville de l'Alabama en 1934, est signée Aaron Sorkin. Cet auteur vedette de télévision et de cinéma est à l'origine de séries télévisées à succès comme *À la Maison-Blanche* (*The West Wing*) ou du scénario du film oscarisé *The Social Network*.

À en croire les critiques unanimes depuis la première à Broadway jeudi dernier, Sorkin, qui n'avait plus écrit pour le théâtre depuis 11 ans, a réussi son pari.

Et le public suit, accourant voir la mise en scène de Bartlett Sher, vainqueur en 2016 du prix Tony de la meilleure pièce de Broadway pour *Oslo*, sur les pourparlers israélo-palestiniens. Les représentations sont prévues à New York jusqu'en septembre.

Les premières ont été accueillies dans l'enthousiasme, et le théâtre Shubert, fort de 1400 places, affiche complet pour plusieurs mois.

## Une difficile adaptation

Dans une tribune publiée dans le magazine *New York*, Sorkin a expliqué la difficulté qu'il a éprouvée à écrire cette adaptation, « une mission suicide » se-

lon lui, tant le texte occupe « une place sacrée » dans la littérature américaine.

*Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur* était d'autant plus délicat à réinventer qu'il a été adapté dès 1962 au cinéma, avec Gregory Peck récompensé de l'Oscar du meilleur acteur pour son interprétation d'Atticus Finch. Personnage-clé du roman, père veuf de la jeune narratrice, il est l'avocat commis d'office à la défense d'un Noir accusé de tort d'avoir violé une jeune Blanche.

Le premier jet de Sorkin, très fidèle au livre, était « horrible », de l'aveu même de l'écrivain. Comme « un album reprenant les plus grands succès d'une vedette, joués par un orchestre de second rang », reconnaît-il.

Alors, Sorkin est reparti de zéro et a tout chamboulé, au risque de se fâcher avec les héritiers de Harper Lee, morte en 2016. Ceux-ci ont attaqué en justice les auteurs de l'adaptation, avant de conclure un accord à l'amiable.

Alors que le procès de Tom Robinson, père de famille noir injustement accusé de viol lui aussi, n'arrivait que tard dans le roman, c'est devenu le fil conducteur de la pièce, ce qui donne à ce personnage une épaisseur nouvelle.

Et Sorkin en a profité pour remettre en question la vision optimiste du monde présentée par Atticus Finch, interprété à Broadway par un acteur fétiche de Sorkin, Jeff Daniels (vu dans les séries *The Looming Tower* ou *The Newsroom*).

Atticus répète en effet volontiers à ses enfants qu'on ne peut pas juger les gens sans se mettre à leur place, et qu'il y a « du bon » chez tout le monde. Y compris chez les suprémacistes blancs qui veulent lyncher Robinson. Or ces supréma-

cistes sont revenus sur la scène politique américaine avec les violences de Charlottesville en août 2017 et l'augmentation des crimes racistes et antisémites.

Dans la pièce, cette vision est très contestée, notamment par la gouvernante noire des enfants, Calpurnia.

Personnage discret dans le roman, elle prend sur les planches une importance inédite, en exposant crûment à son très (trop) magnanime patron les souffrances et injustices imposées par la ségrégation.

Atticus est prévenu : « Quand l'horreur vient dîner, elle vient habillée exactement comme un chrétien », s'entend-il dire, sous les applaudissements redoublés d'un public qui salue la référence à la montée actuelle d'une extrême droite fondamentaliste.

Pour l'acteur Gbenga Akinagbe, qui interprète Tom Robinson, la pièce est plus pertinente que jamais.

« Les changements dont nous avons besoin en tant que nation sont encore loins, a-t-il indiqué à l'AFP. Des histoires comme ça arrivent chaque jour dans ce pays : des gens sont injustement accusés, surtout quand ce sont des gens de couleur. »

Au-delà des extrémismes et du racisme, la pièce trouve un autre écho, plus inattendu, avec l'actualité américaine. Lorsque la jeune Blanche, visiblement torturée, accuse à la barre Tom Robinson de l'avoir violée, alors que c'est en fait son père qui l'agresse, on ne peut s'empêcher de penser au mouvement #MeToo, qui a vu des centaines de femmes accuser des hommes d'agression sexuelle, dont certains se sont dits injustement condamnés, sans recours en justice possible.

## À LA TÉLÉ

## Notre choix ce soir

## Des « cobayes » bien volontaires

Dans cette nouvelle série documentaire originale animée par Jean-René Dufort et Marie-Pier Élie, une centaine de Québécois se prêtent de bon gré pendant toute une semaine à une quarantaine de tests ayant pour but de prouver (ou non) des théories de toutes sortes.

Le gros laboratoire, Explora, 21h

## Extraterrestre perdu en forêt

Cette nouvelle websérie jeunesse créée par la même bande que l'étrange *Marc-en-peluche* s'aventure du côté de la science-fiction plus classique avec une histoire d'extraterrestre qui veut rentrer à la maison... Avec l'aide de deux préados dé-gourdis. Charmant. Pour les grands du primaire.

Les Mouches, [squat.telequebec.tv](http://squat.telequebec.tv)

Amélie Gaudreau

CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
ICI RC Télé	Le Téléjournal avec Patrice Roy	District 31	L'Épicerie	Enfants de la télé / Louise Marleau, Guillaume Lemay-Thivierge.	Le Téléjournal	Sports express / 23h05 SUR LA ROUTE (2012)							
TVA	TVA nouvelles	Le Tricheur	Oeufs d'or	MAMAN, J'AI ENCORE RATE L'AVION (1992) Macaulay Culkin.	21h45 VLOG	TVA nouvelles	22h35 NEZ ROUGE (2003) Patrick Huard.						
TQ	Pat'Patrouille	ASTERIX LE GAULOIS (1968)	Chandall/ Alex et	FORREST GUMP (V.F.) (1994) avec Robin Wright Penn, Gary Sinise, Tom Hanks.	22h35 APOLLO 13 (1995) avec Kevin Bacon, Tom Hanks.								
V	Souper parfait	Occupation	LE ROMAN DE NOËL (2017) avec David Alpay, Alicia Witt.	LE NOËL DE L'AMOUR (2016) Marguerite Moreau.	Occupation	NVL	Moment V						
ICI RDI	Le National	RDI économie	24/60	Les grands reportages	Le Téléjournal	Mordus de politique	Le National	Le National	24/60				
TV5	17h50 Champi...	Journal FR	Les flots / Grèce - Paros	Envoyé spécial / Glyphosate: comment s'en sortir?	Mon Ile, ma bataille	TV5 le journal	Journal Afrique	Crimes parfaits					
D	Madame Lebrun	Panique sur la 401	Alaska: La ruée vers l'or	Pleine tempête	Pleine tempête	Pleine tempête	Pleine tempête	Pleine tempête	Pleine tempête	Pleine tempête	Tueur si proche		
VIE	Mères à bouitte	Quoi ton plan?	Quoi ton plan?	Quoi ton plan?	Quoi ton plan?	La réno	On efface et on recommence	Le Club Mel / Mario Tessier	Les 7 petits / Rénos-repos	Cinéma			
MAX	UN PERE NOËL PAS COMME LES AUTRES (2014)	Alicia Witt.	UN CADEAU SUR MESURE POUR NOËL (2015)	Meredith Hagner.	CHAPEAU BAS PERE NOËL! (2013)	Haylie Duff.							
VRAK	ALT	Code F.	Code G.	Rencontrée	Influenceurs	#5règles	ALT	Teen Wolf	Max et Livia	Filles fauchées	Hors d'ondes		
RDS	17h00 Le 5 à 7	Hors-jeu 2.0	Hockey 360° (D)	LNH Hockey / Canadiens de Montréal c. Avalanche du Colorado (D)	L'antichambre (D)	Le magazine							
HISTORIA	Country	Country	Belles ordures	Belles ordures	Les as de l'aviation / Robin Olds	De l'acier et du feu	Les armuriers	Les armuriers	L'enfer des profondeurs	Bing Bang			
ICI ARTV	Temps-Paix	Temps-Paix	Temps-Paix	Moi et l'autre	Victoria / La poupée	Victoria	Victoria / Brockett Hall	Tower of Song	Adam Cohen				
EXPLORA	Animo	Alex+ Tyler, éco	Les Poilus	S'aime chien	La Semaine verte	Gros labo	Pharmachien	Comment rester jeune	Comment rester jeune	Sexplora			
SERIES+	Castle / Le rêve américain	Bull (v.f.) / Absolution	Détectives privés / Mise en bière	Dre Mary / Déposer les armes	Solitaire / La Dernière Cène	Mélinda, entre deux mondes	Fous	Grimm					
Z	Plus dur	P. Lemieux	Prêt sur gage	Prêt sur gage	Prêt sur gage	Prêt sur gage	LE SUPPLEANT (1995) avec Ernie Hudson Jr., Diane Verona, Tom Berenger.						
C. SAVOIR	Encore plus	Archi branchés	Rature et lit	Connaissance	Cinéma québécois / Benoit Pilon	Arrêt monde	Publication uni.	Semaine Verte / Revues/ Capsule	La pauvreté	Métiers/ Métiers	Publication uni.		
EVASION	Routes Qc	Trip Flip	Lydiane autour du monde	Coups de Food / Marie-Mai	Top 7 piscines	Top 7 piscines	Guide et Bourlingueur	Bienvenue chez nous	Voyageurs				
TFO	Stella et Sacha	Mimi et Lisa	Lili/ Lili	LE NOUVEL AMI DE PETIT OU...	20h45 Top!	LE PACHA (1968) avec Dany Carrel, Jean Gaven, Jean Gabin.	Amélie/ Miami!	Petite mosquée	C'est WOW				
Cinépop	18h05 L'APPAT (1953) James Stewart.	LA GUERRE DES GUIRLANDES (2010)	L'ECOLE BUISSONNIERE (2017) François Cluzet.	C'EST LE COEUR QUI MEURT EN DERNIER									
SEcran	16h30 PLAYER ONE (2018)	18h55 POWER RANGERS (V.F.) (2017) Dacre Montgomery.	Made in France / Le Moyen-Age	L'enquête de ma vie	Faites entrer l'accusé	Made in France: L'année où j'ai vécu 100% français							
Planète	Yellowstone Park	Made in France / Le Moyen-Age	L'enquête de ma vie	Faites entrer l'accusé	Made in France: L'année où j'ai vécu 100% français								
MATV	Parfir affaires	Mise à jour	Nous sommes la ville	Présence autochtone	Famille menu	Mille visages	Archéo-Ville	Mise à jour	Claudia reçoit...	DisparateJoe	Présence au.		
CBC	CBCNews	Politics	Frosty Returns	Coronation St.	Canada's Smartest	Mr. D	Comedy Fest	CBC News: The National	CBCNews	CBC Music	Coronation St.		
CTV	CTV News Montreal	eTalk Presents:	The Big Bang	Comedy Gala / Amanda Seales, Maz Jobrani.	A Russell Peters Christmas	CTV National	News Montreal	0h05 Daily S.					
GBL	Global National	Global News	E.T. Canada	Ent. Tonight	Survivor: David vs. Goliath	Global News	23h35 The Late Show						
ABC	News	News	Local 22 News	Inside Edition	Olaf's Frozen / Shrek the Halls	Modern Family / Single Parents	The Goldbergs / Am.Housewife	News	23h35 Jimmy Kimmel Live				
CBS	Channel 3 News at 6 p.m.	Evening News	Ent. Tonight	Survivor: David vs. Goliath	Pentatonix: Not So Silent Night	Ellen's Game of Games	Hollywood Game Night	News	23h35 The Tonight Show				
NBC	6pm News	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	Nature	Nova / Ghosts of Stonehenge	Legends of American Skiing	Amanpour & Company	Business				
PBS (37)	PBS NewsHour	Born to Explore	Yankee	Nature	Nova / Ghosts of Stonehenge	Kingdoms of the Sky / Undis	World News	Amanpour & Company					
PBS (57)	News	Business	PBS NewsHour	SANS ELLE (2006) avec Maxim Gaudette, Karine Vanasse.	Double identité	Chez nous	Filles de moto	Alatriste					
UNIS	Top science	Cochon dingue	Bouffe en cavale	Andre the Giant	Enquêteurs	Blue Moon	Westworld / Trace Decay	Westworld	7 Days in Hell				
HBO	17h45 John McCain: For Whom the Bell Tolls	Andre the Giant	Enquêteurs	Blue Moon	Blindspot: Mémoire / En joue	Recherché / Le chasseur	Dieux						
AddikTV	ESCOUADE D'ELITE: L'ENNEMI AUX PORTES (2010) Wagner Moura.	Enquêteurs	Blue Moon	Blindspot: Mémoire / En joue	Recherché / Le chasseur	Dieux							
TVA Sports	17h30 TVA sp.	Le TVA sports	Avant-match	LNH Hockey / Penguins de Pittsburgh c. Capitals de Washington (D)	RAW								
12/19	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

EN BREF



Penny Marshall, entourée de Robin Williams et de Robert De Niro, en 1990  
CHRYSZYNA CZAJKOWSKY ASSOCIATED PRESS

### Mort de la réalisatrice Penny Marshall, pionnière de Hollywood

LOS ANGELES — L'actrice et réalisatrice Penny Marshall, première femme à avoir récolté plus de 100 millions de dollars avec un film, est morte lundi à Los Angeles à 75 ans, a annoncé mardi son agent. Très célèbre dans le monde anglo-saxon pour avoir joué dans la série *Laverne & Shirley* dans les années 1970, elle a succombé à des complications liées à son diabète, a-t-il précisé dans un communiqué. « Lorsque Penny a dirigé Tom Hanks dans le film *Big* [1988], elle est devenue la première femme de l'histoire à réaliser un film qui a récolté plus de 100 millions de dollars », souligne le faire-part, rappelant qu'elle avait réédité l'exploit quatre ans plus tard avec *Une ligue en jupons*, film sur les débuts de la ligue féminine de baseball aux États-Unis avec encore Tom Hanks. L'acteur, qui est depuis devenu l'un des acteurs

américains les plus connus au monde et a remporté deux Oscar, a rapidement réagi. « Au revoir Penny. Qu'est-ce qu'on a ri ! Si seulement on pouvait encore le faire. Je t'aime », a-t-il tweeté. L'actrice et productrice Reese Witherspoon a de son côté rappelé que Penny Marshall s'était montrée « d'un grand soutien » dès le début de sa carrière, saluant une femme « drôle, talentueuse, bonne et généreuse ». Penny Marshall a dirigé de nombreuses stars, parmi lesquelles Geena Davis et Madonna dans *Une ligue en jupons*, Robert De Niro et Robin Williams (*L'éveil*, 1990), Whoopi Goldberg (*Jumpin' Jack Flash*, 1986) ou encore Denzel Washington et Whitney Houston. C'est elle qui a donné à Mark Wahlberg son premier rôle. Dans les années 1970, elle a été mariée durant une dizaine d'années avec le réalisateur Rob Reiner, qui avait adopté sa fille issue d'une première union, Tracy Reiner.  
Agence France-Presse

### À LIRE



BEN WRIGHT

L'Orchestre symphonique de Montréal présentait mardi *Le Messie* de Haendel, sous la direction de Paul McCreesh. Lisez la critique du concert par Christophe Huss sur toutes les plateformes numériques du *Devoir*.

III ENTREVUE

# Le voyeurisme à sens unique de Facebook

Le journaliste français Daniel Ichbiah raconte son fondateur, Mark Zuckerberg, sans lui

MAGDALINE BOUTROS  
LE DEVOIR

« Il sait tout sur vous. Et vous, que savez-vous sur lui ? » C'est par ce sous-titre accrocheur, prélude au déroulement du récit biographique de Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, que le journaliste français Daniel Ichbiah attise notre curiosité. Cette même curiosité (ou faudrait-il plutôt dire ce même voyeurisme ?) que Zuckerberg s'attarde à décomplexer en nous incitant à lorgner, jour après jour, des parcelles d'intimité de nos « amis ».

Mais ce que l'on découvre assez rapidement en parcourant les pages de *Mark Zuckerberg - La biographie*, publié aux Éditions de La Martinière, c'est que Zuckerberg et l'empire qu'il a créé en savent bien plus sur nous que ce qu'ils acceptent de nous dévoiler sur eux.

La culture du silence dans la Silicon Valley est devenue « une règle inviolable », nous démontre Daniel Ichbiah. Ainsi, ses demandes d'entrevue avec Mark Zuckerberg ont toutes été refusées. Le biographe a donc dû se rabattre sur d'anciens employés de Facebook pour retracer l'histoire de cette bête tentaculaire, d'une puissance démesurée, voire épeurante, qui rejoint aujourd'hui quelque 2,3 milliards d'utilisateurs.

Pourtant, il y a quelques années, d'autres géants du Web, tels que Steve Jobs et Bill Gates, se sont prêtés aisément au jeu des questions-réponses avec Daniel Ichbiah, qui a tour à tour signé leur biographie. Mais comme des huitres, ces grandes sociétés du Web se sont progressivement refermées, érigeant autour d'elles des « murailles infranchissables » devant toute curiosité médiatique et populaire. « Autant ces gens sont indiscrets vis-à-vis de nous, autant ils se protègent », s'indigne en entrevue Daniel Ichbiah.

### Une bête incontrôlable ?

Car c'est bien cela que nous détaille l'auteur : Facebook en sait énormément sur chacun de nous. Un exemple ? Un étudiant autrichien de 24 ans, Max Schrems, a demandé à Facebook de lui transmettre toutes les données que l'entreprise conserve sur lui. Résultat : un disque contenant un fichier PDF de 1222 pages truffées d'intrusions étourdissantes dans sa vie privée. Ainsi ont été archivées sur les serveurs de Facebook toutes les conversations qu'il a tenues sur le réseau social, les événements qu'il a suivis, les photos qu'il avait effacées, etc.

Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, n'a-t-il pas déclaré en 2011 que « Facebook est la machine d'espionnage la plus épouvantable qui ait jamais été inventée » ? Deux ans plus tôt, précisément le 3 juin 2009, Daniel Ichbiah nous rappelle que Facebook a accepté que la National Security Agency (NSA) aux États-Unis collecte des informations sur ses utilisateurs. Un scandale qui a éclaté au grand jour en 2013 grâce aux révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden.

Cet outil créé pour « rendre le monde plus ouvert et connecté » est-il ainsi devenu une bête « qui a échappé à son créateur » ? « Le tout gratuit sur Internet [...] a un prix caché, écrit Daniel Ichbiah. Il induit un possible esclavage de la pensée, une dépendance librement consentie envers des amis qui, peut-être, ne nous veulent pas que du bien. »

Et les plus récents scandales liés à l'élection présidentielle de 2016 semblent une nouvelle fois le démontrer. D'abord, le détournement d'une application de Facebook par la société Cam-



Mark Zuckerberg, 34 ans, avait lancé à la blague aux débuts de Facebook qu'il voulait dominer le monde.

CHIP SOMODEVILLA GETTY IMAGES AGENCE FRANCE-PRESSE

bridge Analytica, puis la propagation sur Facebook de *fake news* émanant d'une usine à trolls de Saint-Petersbourg, deux actions distinctes visant à favoriser l'élection de Donald Trump.

Après l'avoir niée, Mark Zuckerberg s'est excusé pour cette déroute. « Mais je ne vois pas comment il aurait pu prévoir ce qui s'est passé, souligne au *Devoir* Daniel Ichbiah. On est sur quelque chose de tellement nouveau, les réseaux sociaux, qui se sont développés tellement vite à l'échelle historique, qu'il découvre les problèmes au fur et à mesure. »

### Ambitions présidentielles

C'est là que réside justement aux yeux du biographe une qualité du fondateur de Facebook : sa capacité à s'excuser et à reconnaître ses erreurs. « Il a cette sorte d'attitude dans la vie où il ne cherche pas à avoir raison, mais plutôt à faire le mieux possible », explique Daniel Ichbiah.

Au fil de ce récit bien ficelé, qui s'attarde abondamment — peut-être trop ? — à la genèse de Facebook, on découvre ainsi un homme d'une simplicité désarmante, qui fuit le luxe, et qui aspire avant tout à laisser sa trace dans l'Histoire, en répandant le bien.

« À la différence de Bill Gates ou Steve Jobs, il n'a pas de charisme personnel immédiat. Il est plutôt gauche, mais supérieurement intelligent », note Daniel Ichbiah. « Il sait qu'il va se retrouver dans les livres d'histoire et il voudrait qu'on le compare à de grands personnages qui ont laissé leur marque pour les bonnes choses qu'ils ont faites pour l'humanité », poursuit-il.

**À la différence de Bill Gates ou Steve Jobs, il n'a pas de charisme personnel immédiat. Il est plutôt gauche, mais supérieurement intelligent. Il sait qu'il va se retrouver dans les livres d'histoire et il voudrait qu'on le compare à de grands personnages qui ont laissé leur marque pour les bonnes choses qu'ils ont faites pour l'humanité.**

DANIEL ICHBIAH



À plusieurs reprises, Daniel Ichbiah fait la démonstration que le plus jeune milliardaire américain n'est pas motivé par le pécule. Ainsi, en 2006, Mark Zuckerberg, dans la jeune vingtaine, décline une offre d'un milliard de dollars de Yahoo!, qui souhaite se porter acquéreur de Facebook.

En novembre 2015, au lendemain de la naissance de sa première fille, il an-

nonce conjointement avec sa femme, la pédiatre Priscilla Chan, qu'ils verseront pour le restant de leurs jours 99 % de leur fortune en actions à des œuvres humanitaires. « Il s'agit de la démarche philanthropique la plus ambitieuse jamais annoncée », écrit Daniel Ichbiah. En 2018, la fortune de Mark Zuckerberg était évaluée à 71 milliards.

Les ambitions du couple sont vertigineuses. Par l'entremise de la Chan Zuckerberg Initiative (CZI), Priscilla Chan et Mark Zuckerberg consacrent des sommes astronomiques pour tenter — rien de moins — « d'éradiquer toutes les maladies par une analyse de l'ADN », explique Daniel Ichbiah.

Alors de quoi sera fait l'avenir de cet homme aujourd'hui âgé de 34 ans, qui lançait à la blague aux débuts de Facebook qu'il voulait dominer le monde ? De programmation, de réalité virtuelle et de drones, détaille le journaliste. Mais peut-être aussi d'aspirations présidentielles. En 2016, Mark Zuckerberg a modifié la structure boursière de Facebook pour pouvoir se lancer en politique sans perdre le contrôle de son entreprise.

Mais peu importe s'il part ou non à la conquête de la Maison-Blanche, cet ancien décrocheur de Harvard, qui a mis la main ces dernières années sur Instagram et WhatsApp, continuera d'agir en filigrane de nos vies. « Du matin au soir, parfois sans le savoir, nous consommons du Zuckerberg », souligne avec une lucidité désarmante Daniel Ichbiah.

### Mark Zuckerberg - La biographie

Daniel Ichbiah, Éditions de La Martinière, France, 2018, 328 pages



Daniel Ichbiah



EN BREF



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

### Postes Canada vient à bout des arriérés

OTTAWA — Trois semaines après le retour forcé au travail des employés, Postes Canada déclare qu'elle est venue à bout des arriérés de livraison de colis créés par les grèves tournantes déclenchées à l'automne. La société affirme donc qu'elle est maintenant en mesure de rétablir ses garanties de service de livraison normales des Fêtes dans la plupart des régions du pays, à l'exception de Vancouver. Postes Canada avait interrompu le 13 novembre ses garanties en raison des accumulations d'envois. Elle soutient maintenant avoir livré environ quatre millions de colis entre vendredi dernier et lundi, et qu'elle sera probablement en mesure de livrer à temps pour Noël les articles achetés en ligne. La société s'attend toutefois à ce que certaines expéditions venant de l'extérieur du pays ne soient livrées qu'au début de janvier.

La Presse canadienne

### Les ventes des fabricants reculent

OTTAWA — Les ventes des fabricants ont reculé de 0,1 % en octobre, pour s'établir à 58,2 milliards, a indiqué mardi Statistique Canada, un montant plus faible que celui attendu par les économistes. Les économistes misaient en moyenne sur une augmentation de 0,4 % des ventes, selon les prévisions recueillies par Thomson Reuters Eikon. Dans l'ensemble, les ventes ont diminué dans 7 des 21 industries étudiées, représentant 40,5 % du secteur manufacturier. Exprimées en dollars constants, les ventes ont avancé de 0,2 %, ce qui signale une augmentation du volume de biens vendus.

La Presse canadienne

### Les tarifs touchent le tiers des exportateurs

OTTAWA — Exportation et développement Canada a indiqué mardi qu'environ le tiers des exportateurs canadiens disent avoir été affectés négativement par les tarifs américains en vigueur sur l'acier et l'aluminium du pays. Selon les résultats d'une enquête semestrielle de la société d'État, 19 % des entreprises touchées par les droits de douane ont à leur tour augmenté leurs prix et 18 % ont trouvé d'autres marchés et d'autres fournisseurs. Les obstacles au commerce ont été la principale difficulté soulevée par les entreprises interrogées, suivies par l'obtention d'un financement et la recherche de main-d'œuvre qualifiée. Avec la conclusion de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, environ 41 % de ces entreprises déclarent avoir augmenté, ou envisagent d'accroître, leurs investissements — soit plus du double que six mois plus tôt.

La Presse canadienne

# L'énergie fossile se fait résiliente

## La production pétrolière et la demande mondiale pour le charbon restent soutenues

GÉRARD BÉRUBÉ  
LE DEVOIR

En ces lendemains de COP24, la production pétrolière se maintient à des niveaux records et la demande mondiale reste soutenue pour le charbon. Rien n'y fait, l'énergie fossile affiche une résistance aux changements.

Les cours pétroliers poursuivaient leur dégringolade sur les marchés à terme mardi. Le WTI, qualité de référence aux États-Unis, a clôturé à 46,60 \$US le baril, en chute de 3,28 \$US ou de 6,6 % sur la séance. Lundi, il tombait sous les 50 \$US pour la première fois depuis octobre 2017. À Londres, le Brent a abandonné 3,35 \$US, ou 5,6 %, pour fermer la séance à 56,26 \$US, également son prix le plus bas depuis octobre 2017.

Sur dix semaines, la chute des cours de référence de l'or noir atteint les

40 % à New York, les 35 % à Londres, sans que l'offre soit inquiétée. Mardi les participants au marché retenaient que la production pétrolière se situait à des niveaux records en Russie et aux États-Unis au moment même où la demande en énergie pourrait s'essouffler sous le coup d'un ralentissement économique toujours plus perceptible sur les radars. « La stabilisation du marché du pétrole fait déjà partie de l'histoire ancienne et l'effet de la réduction de la production annoncée par l'OPEP s'est entièrement évaporé », ont souligné les analystes de Commerzbank.

### À contre-courant de la COP24

Aux États-Unis, l'agence américaine d'information sur l'énergie a déposé un rapport dans lequel elle anticipe une hausse de la production de pétrole de

schiste de 134 000 barils par jour aux États-Unis entre décembre et janvier, s'ajoutant à des extractions déjà records dans le pays.

S'ajoutent les observations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui la semaine dernière affirmait que les réserves commerciales de brut des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique avaient augmenté en octobre pour le quatrième mois de suite.

L'énergie fossile affiche donc une résilience insolente en ces lendemains d'une COP24 peu convaincante. D'autant que l'AIE publiait mardi un rapport concluant à une demande mondiale de charbon appelée à poursuivre sa marche ascendante au cours des cinq prochaines années. La croissance de la consommation de ce combustible en Inde et dans d'au-

### La tendance du marché s'avère résistante au changement

EXTRAIT DU RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE



tres pays d'Asie va outrepasser la baisse attendue en Europe, aux États-Unis et en Chine, a précisé l'agence internationale fondée par l'OCDE. L'an dernier, après deux années de baisse, elle était repartie à la hausse (+1 %), et la production d'électricité à partir de charbon avait progressé d'environ 3 %. La nouvelle augmentation anticipée serait de 0,2 %, en moyenne, par année d'ici 2023, la consommation passant de 5,355 millions de tonnes d'équivalent charbon en 2017 à 5,418 millions en 2023.

« Malgré l'attention portée par les médias à la baisse des investissements et à la désaffection vis-à-vis du charbon, la tendance du marché s'avère résistante au changement », peut-on lire dans le rapport de l'AIE, qui rappelle que le charbon demeure la deuxième source d'énergie primaire au monde, après le pétrole, et la plus importante source d'électricité.

La consommation devrait se replier de 0,5 % par an en Chine en raison des mesures de lutte contre la pollution atmosphérique menée par Pékin. La demande empruntera le chemin opposé en Inde et ailleurs en Asie.

Avec l'Agence France-Presse

III CHINE

# Xi Jinping souligne 40 années de réformes économiques

JOËLLE GARRUS  
À PÉKIN  
AGENCE FRANCE-PRESSE

La Chine a célébré solennellement mardi les 40 ans des réformes économiques qui l'ont propulsée au deuxième rang des puissances mondiales, le président Xi Jinping rejetant toute immixtion étrangère dans la voie suivie par Pékin.

Tout en assurant que son pays resterait sur la voie de l'ouverture et des réformes, Xi Jinping n'a annoncé aucune mesure concrète en ce sens et a réaffirmé la suprématie du Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir. « Personne ne peut dicter au peuple chinois ce qu'il doit faire ou ne pas faire », a déclaré M. Xi lors d'un discours de près d'une heure et demie consacré aux spectaculaires progrès économiques et sociaux de la Chine depuis les réformes lancées à partir du 18 décembre 1978 par le numéro un Deng Xiaoping.

Cette déclaration du président survient alors que Pékin est soumis à une forte pression des États-Unis, qui attendent des « changements structurels » dans son économie. Les deux premières puissances économiques de la planète s'affrontent à coups de droits de douane ces derniers mois, une surenchère toutefois suspendue pour 90 jours après que Xi et son homologue américain Donald Trump furent convenus d'une trêve début décembre, pour laisser une chance à la négociation.

Sous les ors du Palais du peuple à Pékin, Xi Jinping a assuré que le pays continuerait sur le chemin de l'ouverture et du développement, mais selon son propre tempo. « Nous changerons résolument ce qui peut être réformé et nous ne changerons pas, résolument, ce qui ne peut pas l'être », a-t-il lancé, en réponse aux exigences du président américain.

Xi Jinping a souligné que la réussite économique des 40 dernières années justifiait la voie prise par son pays d'un « socialisme aux caractéristiques chinoises » sous la direction du PCC. « La pauvreté n'est pas le socialisme », a-t-il lancé, en rappelant que « 740 millions



de personnes » étaient sorties de l'indigence en 40 ans.

Car si ouverture et réformes restent les maîtres mots, elles doivent être assorties du maintien de la stabilité du pays et permettre à la Chine de monter en qualité, d'innover, et de répondre aux défis contemporains, comme la lutte contre la pollution, a-t-il expliqué.

M. Xi a mis l'accent sur le nécessaire équilibre entre réformes, développement et stabilité, à l'heure où la Chine, très lourdement endettée, fait face au ralentissement de son économie. Le PIB, qui a progressé de 6,9 % en 2017, ne croîtrait que de 6,6 % cette année, estiment des experts, comme Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics. L'objectif gouvernemental pour cette année a été fixé à 6,5 %. « La stabilisation de la croissance dans une fourchette raisonnable en 2019 a été le point central de la réunion du bureau politique [du PCC] à Pékin le 13 décembre », soulignaient les analystes de HSBC dans une note publiée lundi.

« Face à l'incertitude qui persiste à l'extérieur et aux risques liés au désendette-

**La déclaration du président chinois, Xi Jinping, survient alors que Pékin est soumis à une forte pression des États-Unis.**

MARK SCHIEFELBEIN  
ASSOCIATED PRESS

ment, les dirigeants ont réaffirmé leur détermination à assouplir leur politique et à accélérer les réformes afin de renforcer l'économie nationale », ajoutent-ils, en soulignant que cette réunion du politburo donnait le ton d'une importante réunion économique attendue dans les prochains jours.

L'économie chinoise pâtit des efforts de désendettement du gouvernement, qui l'ont conduit à une politique de crédit restrictive et à lever le pied sur les investissements dans les infrastructures. Sa guerre commerciale avec les États-Unis, si elle perdurait, ouvrirait aussi des perspectives négatives pour le premier exportateur de la planète.

Mais pour Wu Qiang, un analyste politique à Pékin, ce conflit pourrait être une chance : « Si le Parti communiste était suffisamment intelligent, il pourrait en faire le coup d'envoi d'une seconde phase de réforme et d'ouverture tout en modifiant le rôle du parti et de l'État ». Car la transformation économique n'a pas modifié le système politique. Pour M. Wu, elle a même permis au parti « de maintenir sa dictature » et « de survivre ».

### L'explosion économique chinoise en chiffres

En près de quatre décennies, le PIB chinois a été multiplié par 37, passant de 305 milliards de dollars en 1980 à 12 725 milliards de dollars en 2017. Le pays a affiché un taux de croissance moyen du PIB de plus de 10 % par an sur la période.

La République populaire de Chine s'est hissée au premier rang du classement des pays exportateurs de biens et services avec un volume de 2491 milliards de dollars en 2017.

Le dynamisme de l'économie chinoise a par ailleurs attiré de plus en plus d'investisseurs. Les investissements en provenance de l'étranger, quasiment inexistantes en 1980, pesaient 168 milliards de dollars en 2017. Parallèlement à cette ouverture, la Chine a elle-même commencé à investir à l'étranger à partir des années 1980, jusqu'à dépenser 216 milliards hors de ses frontières en 2016.

Les Chinois sont beaucoup plus riches aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a quarante ans. La consommation des ménages chinois est 90 fois plus importante en 2016 (4412 milliards de dollars) qu'en 1980 (49 milliards). Ces richesses sont toutefois de plus en plus inégalement réparties. En 1980, les 1 % les plus aisés détenaient 6,4 % de la richesse nationale tandis que 26,7 % des revenus étaient détenus par les 50 % les plus pauvres. En 2015, la part des plus aisés s'établissait à 13,9 % des richesses contre 14,8 % pour les plus pauvres.

Autre effet secondaire de la phénoménale croissance chinoise : les émissions de CO<sub>2</sub> ont été multipliées par 5 entre 1980 et 2014.



**Le gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, n'est pas le premier à mettre en garde contre la menace que pose l'escalade des tarifs commerciaux déclenchée par le président américain, Donald Trump.**  
SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

III ÉCONOMIE MONDIALE

## Stagflation à l'horizon

Les conflits commerciaux actuels font craindre à Stephen Poloz une résurgence de ce problème associé aux années 1970

ÉRIC DESROSNIERS  
LE DEVOIR

L'escalade des tarifs commerciaux fait peser sur l'économie mondiale la menace du retour d'un mal qu'on croyait avoir vaincu depuis longtemps, met en garde le gouverneur de la Banque du Canada : la stagflation.

Stephen Poloz avait évoqué une première fois ce danger lors d'un discours à Toronto, il y a deux semaines. Il y est revenu en entrevue au *Globe and Mail* lundi. Considérant « les tensions commerciales persistantes entre les États-Unis et d'autres pays, en particulier la Chine », comme la principale cause « de l'inquiétude grandissante au sujet d'un ralentissement de l'économie mondiale », il disait au début du mois craindre qu'à force de s'imposer mutuellement des droits de douane de plus en plus élevés, on en vienne non seulement à plomber la croissance économique actuelle et future, mais aussi à alimenter une augmentation des prix pour se retrouver, à la fin, à la fois avec un problème de stagnation économique et un problème d'inflation comme dans les années 1970. « Une combinaison qu'on appelait à l'époque la stagflation. »

Cette combinaison poserait « un problème particulièrement épineux » pour les banques centrales, rappelait-il à Toronto, parce qu'elle les forcerait à choisir entre réduire leurs taux d'intérêt pour stimuler la croissance ou, au contraire, resserrer leur politique monétaire pour contenir les risques de flambée de l'inflation, tout en sachant que, dans l'un ou l'autre des cas, la solution ne ferait qu'aggraver l'autre problème. Une telle situation serait très « frustrante », a noté Stephen Poloz au *Globe and Mail*. D'autant plus qu'elle serait « auto-infligée » par les géants américain et chinois et que le reste du monde ne manquerait pas aussi d'être frappé.

Stephen Poloz n'est pas le premier dans les marchés financiers à soulever ce danger que pose l'escalade des tarifs commerciaux déclenchée par le président américain, Donald Trump. Il n'est pas non plus le seul banquier central à avoir déterré le spectre de la stagflation. Son prédécesseur à la tête de la Banque du Canada et aujourd'hui gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, l'a aussi évoqué, le mois dernier, en parlant cette fois des risques que poserait un Brexit sans accord préalable avec l'Union européenne. L'ancien président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Alan Greenspan a lui aussi présenté son propre scénario de stagflation aux États-Unis dans un livre qu'il vient de publier.

**Volatilité et facteurs fondamentaux**  
Lors de son discours à Toronto, Stephen Poloz avait expliqué que les conflits commerciaux sont l'un des facteurs économiques fondamentaux avec lesquels les marchés financiers doivent jongler ces jours-ci et qui expliquent leur grande nervosité, au même titre, par exemple, que le retour graduel des banques centrales à des politiques monétaires moins accommodantes ou les difficultés de l'industrie pétrolière au Canada.

Durement secoué depuis des mois, Wall Street a eu droit à un jour de répit mardi (+0,01 %) au milieu de l'un des pires mois de décembre de son histoire et alors qu'il se préparait à la nouvelle hausse probable du taux directeur de la Fed, mercredi. La Bourse de Toronto a fait un peu mieux (+0,38 %), contrairement aux marchés européens, dont l'indicateur a encore reculé de 0,77 %.

Durant la journée, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait rapporté un ralentissement de la croissance économique au troisième trimestre dans la majorité des pays du G20. Le Japon, l'Allemagne et l'Italie sont notamment

passés d'une croissance à une décroissance durant la période de trois mois qui s'est terminée avec le mois de septembre, alors que l'Australie, l'Inde, la Russie, la Chine, les États-Unis et l'ensemble de l'Union européenne ont tous accusé un affaiblissement.

Le Canada n'a pas fait exception, passant, du deuxième au troisième trimestre, d'un rythme de croissance annuelle de 2,8 % à 2 %.

« L'économie canadienne fait face à des vents contraires sur plusieurs fronts », a expliqué mardi le Conference Board du Canada au moment de mettre à jour ses prévisions économiques. On cite, entre autres facteurs défavorables, la croissance plus faible des emplois et des salaires, l'impact de l'endettement élevé et de la hausse des taux d'intérêt sur la consommation ainsi que la faiblesse du prix du pétrole et les difficultés de l'industrie canadienne à se donner des pipelines pour exporter sa production.

La conclusion cet automne de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) devrait aider les exportations et encourager l'investissement des entreprises des autres secteurs, mais risque d'être loin de suffire, pense le Conference Board, qui prédit un recul de la croissance l'an prochain de 2,1 % à 1,9 %.

**Le Japon, l'Allemagne et l'Italie sont notamment passés d'une croissance à une décroissance durant la période de trois mois qui s'est terminée avec le mois de septembre, alors que l'Australie, l'Inde, la Russie, la Chine, les États-Unis et l'ensemble de l'Union européenne ont tous accusé un affaiblissement**

## L'industrie réclame le retour du congé de taxes pour les touristes

Le Conseil canadien du commerce de détail veut le rétablissement d'un programme aboli en 2007

FRANÇOIS DESJARDINS  
LE DEVOIR

Les touristes étrangers qui visitent le Canada devraient-ils bénéficier d'un remboursement de taxes lorsqu'ils achètent pendant leur séjour ? Cela va de soi, estime le Conseil canadien du commerce de détail (CCCCD), qui fait du démarchage pour convaincre Ottawa de remettre sur les rails un programme aboli par les conservateurs il y a douze ans.

Le CCCCD, qui a récemment modifié son inscription au registre fédéral des lobbyistes afin de refléter son objectif en vue du prochain budget, voit la décision de 2007 comme un mauvais calcul. À l'époque, Ottawa avait calculé que seulement 3 % des touristes s'en prévalaient et qu'il y avait là une occasion d'économiser de l'argent.

Dans une analyse récente, le regroupement calcule qu'il en a résulté une perte de 595,7 millions par année dans le produit intérieur brut de 2007 à 2017, et qu'Ottawa s'est privé d'environ 51,6 millions par année de revenus fiscaux. En rétablissant le programme, Ottawa pourrait « redonner de l'engouement au tourisme, mais aussi aux dépenses des touristes dans le commerce de détail », a dit en entrevue Marc Fortin, président du CCCCD pour le Québec. Le Canada est le seul pays de l'OCDE à ne pas avoir un programme de remboursement de taxe de vente fédérale. Parmi les pays qui offrent des remboursements figurent les États de l'Union européenne, l'Australie, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, la Turquie et la Thaïlande.

Le ministre des Finances, Bill Morneau, se trouve en période de consultation prébudgétaire afin d'élaborer les prochaines politiques. Le ministère fédéral des Finances « examine continuellement le régime fiscal pour s'assurer qu'il est juste et efficace », a-t-on répondu dans une déclaration. « Les points de vue des intervenants sont pris en considération dans le cadre de cet examen. Il ne serait pas approprié que le ministère des Finances spéculer sur de possibles modifications fiscales. »

### 20 millions de touristes

Selon les plus récentes données de Statistique Canada, le Canada a accueilli 17,93 millions de visiteurs étrangers en 2007. Ce chiffre a diminué avec la crise financière, mais les visites ont graduellement repris de la vigueur par la suite. L'an dernier, ils étaient 20,8 millions.

Annoncée dès 2006, l'abolition du programme de remboursement aux visiteurs (PRV) avait causé un tollé dans le secteur des entreprises du tourisme, qui y voyait une décision prise dans un élan de compressions budgétaires sans consultation préalable. L'Association de l'industrie touristique du Canada avait affirmé qu'Ottawa « devrait conserver le programme de remboursement aux visiteurs entièrement sous un modèle privé ou certainement reporter l'annulation du PRV jusqu'à ce que plus de consultations et d'études puissent être faites ».

La contestation avait donné lieu à une large coalition regroupant les secteurs des agences de voyages, des transporteurs aériens, des hôteliers et des centres de congrès, tous demandant le maintien du programme afin de ne pas nuire au tourisme.

Dans un mémoire produit pour une consultation fédérale sur la politique aérienne, Transat avait profité de l'occasion pour dénoncer la situation. Le PRV « convergeait avec les politiques de la plupart des pays de l'OCDE, y compris le Mexique, l'Australie et l'Union européenne, autant de pays auxquels le Canada livre une concurrence énergétique pour les revenus des touristes étrangers ».

Le PRV a été remplacé en 2007 par le Programme d'incitation pour les congrès étrangers et voyages organisés (PICEVO), vu par l'industrie comme un geste positif.

## EN BREF

### Catastrophes : pertes économiques divisées par deux

ZÜRICH — Les pertes économiques liées aux catastrophes naturelles et aux désastres engendrés par l'homme se sont élevées à environ 155 milliards de dollars en 2018, en très nette baisse par rapport à 2017, selon les premières estimations de Swiss Re, publiées mardi. L'an passé, les pertes économiques avaient atteint 350 milliards, a rappelé le géant suisse de la réassurance dans un communiqué, pointant que la facture pour les assureurs a également diminué quasiment de moitié, les dommages assurés refluant à 79 milliards, contre 150 milliards un an plus tôt. Alors que l'année 2017 avait été marquée par de coûteuses catastrophes, telles que les ouragans *Harvey*, *Irma* et *Maria*, l'année 2018 a été en revanche caractérisée par des événements plutôt de taille petite ou moyenne, causés par des conditions climatiques extrêmes — même s'ils ont toutefois engendré des pertes conséquentes. Bien que les frais pour les assureurs soient moindres qu'en 2017, l'année qui



**Un homme visite sa maison détruite dans la ville de Palu, où un violent tremblement de terre a fait plus de 2000 morts en octobre 2018.**

AARON FAVILA ASSOCIATED PRESS

s'achève se classe tout de même au quatrième rang parmi les années les plus coûteuses dans les relevés de Swiss Re, qui procède à des estimations depuis 50 ans. La facture est également supérieure à la moyenne sur dix ans, qui s'élève à 71 milliards, a quantifié le groupe suisse.

Agence France-Presse

## CARRIÈRES & PROFESSIONS



Bureau de la sécurité des transports du Canada

Transportation Safety Board of Canada

### Enquêteur(e) principal(e) (Marine)

Le Bureau de la sécurité des transports du Canada est à la recherche d'enquêteurs principaux de la Marine pour les bureaux de l'ensemble de nos régions : Richmond (Colombie-Britannique), Québec (Québec), Gatineau (Québec), Dartmouth (Nouvelle-Écosse). Pour se qualifier, les candidats doivent être architecte naval ou détenir un brevet de capitaine ou un brevet de mécanicien de marine. Si vous possédez d'excellentes compétences en matière d'analyse et en communication écrite et que vous voulez vous joindre à une équipe dynamique qui mène des enquêtes de sécurité de classe mondiale, ce poste est peut-être pour vous.

Pour poser votre candidature, visitez [www.emplois.gc.ca](http://www.emplois.gc.ca).

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Mohan Raman : (604) 666-4957

Line Laroche : (418) 648-7419

Pierre Murray : (902) 426-8043

Canada

EN BREF



Rémy Vercoûtre, dans l'uniforme du SM Caen, en avril dernier  
JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN  
AGENCE FRANCE-PRESSE

### Rémy Vercoûtre devient l'entraîneur des gardiens de l'Impact de Montréal

L'ex-gardien français Rémy Vercoûtre a été nommé l'entraîneur des gardiens de l'Impact, a annoncé mardi l'organisation montréalaise. Il aura la responsabilité de la préparation et de l'entraînement des gardiens de but, en collaboration avec Joël Bats, a indiqué par voie de communiqué l'entraîneur-chef Rémy Garde. Vercoûtre a joué un total de 240 matchs de Ligue 1 avec le HSC Montpellier, l'Olympique lyonnais, le Racing Strasbourg et le SM Caen, notamment. Il a également été sous la tutelle de Bats pendant son séjour à Lyon, de 2002 à 2014, et a été dirigé par Garde à Lyon de 2011 à 2014. Avec cette nomination, le personnel d'entraîneurs de l'Impact pour la saison 2019 sera composé de Bats, Robert Duvorne, Wilfried Nancy et Vercoûtre.  
La Presse canadienne

### Le propriétaire des Sénateurs fait l'objet d'une poursuite d'un milliard

OTTAWA — La tension s'est élevée d'un cran entre le propriétaire des Sénateurs d'Ottawa Eugene Melnyk et son partenaire d'affaires John Ruddy à propos d'un nouveau projet d'amphithéâtre au centre-ville. Ruddy et le groupe Trinity Development Group Inc. poursuivent Melnyk et le groupe Capital Sports Management Inc. pour un milliard de dollars en dommages, après avoir déposé une demande reconventionnelle mardi. Dans sa poursuite, le groupe de Melnyk affirme que Trinity veut développer sur un terrain adjacent un projet qui est en compétition directe avec le projet LeBreton. Ce plan de revitalisation des plaines LeBreton comprend notamment la construction d'un nouvel amphithéâtre de la Ligue nationale de hockey.  
La Presse canadienne

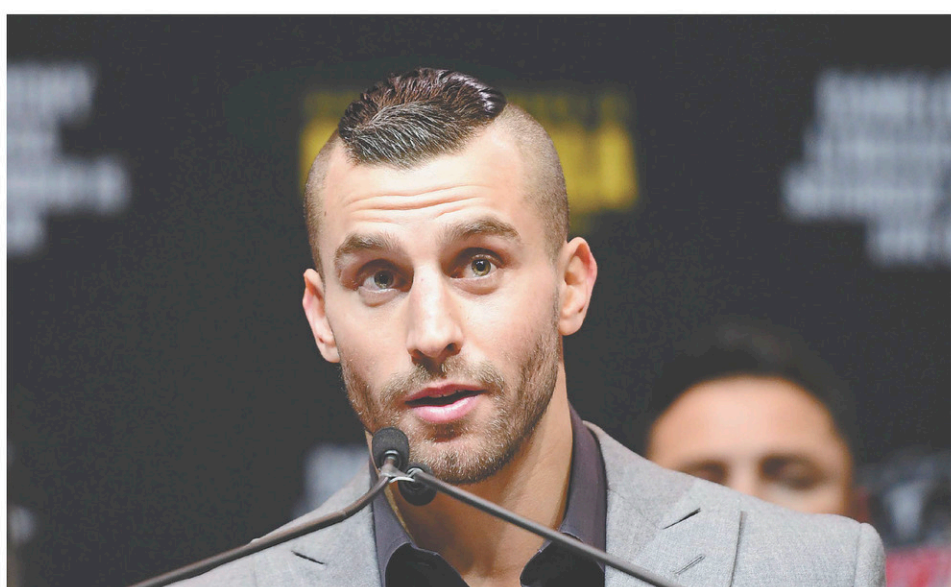
### Lionel Messi reçoit un cinquième Soulier d'or

BARCELONE — Lionel Messi a reçu son cinquième Soulier d'or, après avoir dominé la colonne des marqueurs de toutes les ligues européennes la saison dernière. Ce titre lui permet d'établir une nouvelle marque, puisqu'il partageait jusqu'ici le record avec l'attaquant portugais Cristiano Ronaldo. Messi a inscrit 34 buts en Ligue espagnole la saison dernière pour mener le FC Barcelone à la conquête du titre. L'Argentin a aussi remporté le Soulier d'or en 2009-2010 (34 buts), 2011-2012 (50), 2012-2013 (46) et 2016-2017 (37). Le vétéran âgé de 31 ans est le meilleur marqueur de l'histoire du Barça. Il a inscrit 572 buts en 655 matchs avec la formation catalane. Le Soulier d'or est remis par l'Association des journaux et revues spécialisées en sport d'Europe.  
Associated Press

III BOXE

## L'incompréhension demeure dans le clan Lemieux

Le Québécois peine à expliquer pourquoi il a dû être hospitalisé à New York



La déception est grande pour David Lemieux, qui a assuré à son promoteur qu'il a suivi à la lettre le plan de match établi par son équipe.

SARAH STIER / GETTY IMAGES / AGENCE FRANCE-PRESSE

FRÉDÉRIC DAIGLE  
LA PRESSE CANADIENNE

David Lemieux cherche toujours à comprendre ce qui s'est passé le week-end dernier alors qu'il a dû être hospitalisé en raison des effets de la déshydratation causée par sa perte de poids, forçant l'annulation de son combat prévu contre Tureano Johnson.

« Je l'ai vu [lundi]. Pour lui, il n'y a qu'un mot : déception, a indiqué mardi Camille Estéphan, président d'Eye of the Tiger Management. On est dans l'inconnu, car on ne sait pas pourquoi son corps a réagi de la sorte cette fois-ci. Pourtant, on avait suivi le même protocole à son dernier combat et tout avait fonctionné. On fait des tests et on attend de voir ce que les spécialistes vont dire. »

Pour le promoteur, il ne fait aucun doute que l'avenir de Lemieux doit passer par les super-moyens, soit à 168 lb.

« On en a parlé brièvement. Pour moi, mon idée est faite. Ce que je veux préciser, c'est qu'il a fait le poids, mais son corps a réagi, lui a envoyé le message qu'il n'est plus capable de faire ça.

Il faut écouter son corps. Je ne suis pas médecin, je suis le gars de finance et de promotion dans la carrière de David Lemieux, alors je dois me fier aux spécialistes. Comme tout le monde le sait, après Québec [le combat contre Karim Achour, qui a touché une prime quand Lemieux n'a pas pu respecter le poids au contrat], je voulais qu'on passe chez les 168, mais on m'a convaincu de rester à 160. [...] Je ne sais pas quoi dire de plus pour l'instant. »

La déception est d'autant plus grande pour Lemieux, qui a assuré à Estéphan avoir suivi à la lettre le plan de match établi par son équipe.

« Il a fait tous les sacrifices qu'il fallait jusqu'à la dernière seconde et il n'a pas de combat. Il ne se sent pas bien par rapport à ça. Mais sa santé vient avant tout. [...] On oublie parfois que des boxeurs se sont vraiment fait mal en montant dans le ring dans des situations similaires. Il faut les protéger contre eux-mêmes. David s'est obstiné longtemps avec Marc Ramsay : il voulait quand même se battre. »

S'il est trop tôt pour établir le calendrier de Lemieux pour 2019, Estéphan

est convaincu qu'il n'aura pas de mal à vendre son boxeur en changeant de division.

« David Lemieux est toujours très vendeur. Avec l'équipe d'entraîneurs, il faudra regarder quelle sera la marche à suivre. Moi, je vais aller leur chercher les outils. C'est différent à 168 lb, car les gars y sont plus grands. Mais si on veut se faire l'avocat du diable, on peut dire que Mike Tyson, à cinq pieds dix, « *knockait* des gars de six pieds six. »

« Il y a des embûches dans la vie. Si tu t'y arrêtes, aussi bien tout lâcher. On va travailler fort et passer par-dessus et vous allez voir dans quelques semaines, dans un an, que ça s'est avéré positif, cette histoire-là. Oui, on voulait se battre contre Canelo, mais ce n'est pas le seul combat qui existe. »

#### Germain contre Claggett

Estéphan n'avait pas convié les médias pour parler de l'état de santé de Lemieux, mais bien pour annoncer le combat entre le Québécois Mathieu Germain et l'Albertain Steve Claggett, le 26 janvier prochain, au Casino de Montréal.

Germain (16-0, 8 K.-O.) tentera alors de défendre pour la deuxième fois son titre nord-américain des super-légers de l'International Boxing Federation (IBF) face à Claggett (27-5-1, 17 K.-O.), qui avait fait subir à Yves Ulysse sa première défaite, en octobre 2017, par décision partagée.

« Il a ma ceinture : on n'a pas le choix de se battre, a déclaré Claggett par vidéoconférence au sujet du titre qu'il avait remporté face à Ulysse. Je pense que nos deux styles feront un bon combat. Il permettra de montrer aux amateurs de boxe canadiens qui est le meilleur boxeur au pays. »

« Steve Claggett dit qu'il va me passer le K.-O. Mais sur quelle planète il vit ? s'est questionné Germain. Je vais le retourner sur les bancs d'école. Je vais lui montrer ce qu'est un bon QI de boxe. »

La demi-finale aura une autre ceinture à l'enjeu, alors que Sadriddin Akhmedov (6-0, 6 K.-O.) aura l'occasion de mettre la main sur la ceinture junior du World Boxing Council (WBC) des super-mi-moyens contre un adversaire qui reste à déterminer. Le titre est actuellement vacant.

On ne sait pas pourquoi son corps a réagi de la sorte cette fois-ci. Pourtant, on avait suivi le même protocole à son dernier combat et tout avait fonctionné.

CAMILLE ESTÉPHAN



III FORMULE 1

## Racing Point dévoilera sa voiture au Salon de l'auto de Toronto

LA PRESSE CANADIENNE

L'équipe de Formule 1 Racing Point, jadis connue sous le nom de Force India, a confirmé qu'elle dévoilera sa voiture pour la saison 2019 lors du Salon de l'auto de Toronto, le 13 février.

La nouvelle voiture sera présentée seulement cinq jours avant le début des essais hivernaux à Barcelone, et il est également possible, selon le directeur de Racing Point Otmar Szafnauer, que l'équipe change encore de nom d'ici là — même s'il faudra d'abord l'approbation de la commission de la F1.

Le groupe d'hommes d'affaires qui s'est porté acquéreur de Force India en août dernier est mené par le milliardaire québécois Lawrence Stroll, et la décision de dévoiler la nouvelle voiture au pays n'y est pas étrangère. De plus, son fils Lance s'est joint à l'équipe à la fin du mois de novembre, après avoir passé les deux dernières campagnes en F1 avec l'équipe britannique Williams.

Dans le cadre du balado *Beyond The Grid*, Szafnauer a déclaré que Stroll « est emballé par la puissance de la

voiture, car elle peut faire ce qu'il lui demande ».

« Nous sommes impressionnés par Lance, par ce qu'il est parvenu à accomplir en matière de rythme dans le simulateur — c'est du niveau d'Estéban [Ocon], a-t-il ajouté. Nous espérons aussi que ça se transpose en piste, et c'a été le cas. Le potentiel est là, et nous travaillerons avec lui afin de lui apprendre différentes choses, comme la gestion des gommes en mode course. »

Même si Szafnauer a réitéré le désir de l'équipe de bâtir une nouvelle usine « pour produire toutes les composantes de la voiture au même endroit », il ne faut pas s'attendre à voir l'équipe déménager au Canada. Racing Point est présentement installée à Silverstone, dans la modeste usine de la défunte équipe Jordan, qui a été bâtie au début des années 1990, et elle souhaite bientôt tripler sa superficie en s'agrandissant sur un terrain adjacent.

Racing Point a terminé septième échelon du championnat des constructeurs en 2018 en vertu d'une récolte de 52 points.

**À Noël,**  
ABONNEZ VOS PROCHES ET PROFITEZ D'UN TARIF EXCEPTIONNEL!

VELO, ACCESSOIRES, DESTINATIONS... L'HIVER SERA FATBIKE

VELO À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE

TEST: RWANDA

COMMENT LE CINÉMA VA SE PASSER DES ACTEURS

QUÉBEC SCIENCE

LE RÊVE UNE FENÊTRE SUR LA CONSCIENCE

PLUS DE 60%\* DE RABAIS

VELO.QC.CA/NOEL

514 521-8356 1 800 567-8356, poste 504

\* Cette offre se termine le 21 décembre 2018 à 17 h par téléphone, et 31 décembre 2018 en ligne. Taxes en sus. Offre valide au Canada seulement. Limite d'un abonnement d'un an par personne, par magazine.

EN BREF



Sarah Sanders  
ANDREW HARNIK ASSOCIATED PRESS

**5 milliards de dollars pour le mur? Trump assouplit sa position.**

WASHINGTON — Donald Trump le martèle depuis plusieurs jours : pas d'accord budgétaire si le Congrès ne débloque pas 5 milliards pour construire un mur à la frontière avec le Mexique. Mardi, pourtant, il a assoupli sa position. « Nous avons d'autres moyens d'arriver aux 5 milliards », a déclaré sur Fox News Sarah Sanders, porte-parole de la Maison-Blanche, tout en restant évasive sur les moyens d'y parvenir. « In fine, nous ne voulons pas fermer les administrations fédérales, nous voulons fermer la frontière », a-t-elle ajouté. Si les élus ne parviennent pas à un accord d'ici vendredi à minuit, une partie des administrations fédérales sera paralysée par manque de fonds pour fonctionner.

Agence France-Presse

**Trêve très précaire au Yémen**

SANAA — Après une flambée de violences, les armes se sont tuées mardi dans la ville de Hodeïda, principal front de la guerre au Yémen, à la suite de l'entrée en vigueur d'une trêve négociée par l'ONU mais qui reste très fragile. Malgré un accord sur un cessez-le-feu « immédiat » conclu le 13 décembre en Suède entre le pouvoir soutenu militairement par l'Arabie saoudite et les rebelles houthis appuyés politiquement par l'Iran, des affrontements parfois violents ont secoué par intermittence cette ville clé de l'ouest du pays. Lundi, l'ONU a annoncé que la trêve entrerait finalement en vigueur à minuit, heure locale. Mais d'intenses combats ont éclaté juste après minuit, preuve d'une situation très instable.

Agence France-Presse

**Jérusalem : la Ligue arabe interpelle le Brésil et l'Australie**

LE CAIRE — La Ligue arabe a adopté mardi une résolution appelant le Brésil et l'Australie, favorables à une reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, à « respecter le droit international ». La Ligue dépêchera une délégation pour alerter les responsables brésiliens et australiens sur la nécessité de « respecter les résolutions internationales concernant le statut juridique de la ville de Jérusalem ». Samedi, l'Australie a annoncé qu'elle reconnaissait Jérusalem-Ouest comme capitale d'Israël, tout en précisant que le déménagement de sa mission diplomatique de Tel-Aviv attendrait la conclusion d'un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens. Pour sa part, le Brésil a annoncé le transfert prochain de son ambassade à Jérusalem, comme l'ont déjà fait les États-Unis.

Agence France-Presse

III EUROPE

**La question migratoire fait tomber le gouvernement belge**

MATTHIEU DEMEESTRE  
À BRUXELLES  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le pacte mondial de l'ONU sur les migrations, dénoncé par les nationalistes flamands, a eu raison du gouvernement belge: le premier ministre libéral Charles Michel a jeté l'éponge mardi soir, faisant le constat de l'absence de soutien pour son gouvernement en place depuis 2014.

À cinq mois des législatives prévues pour le 26 mai, la démission présentée mardi soir au roi Philippe ne va pas déboucher forcément sur son départ ni sur des élections anticipées.

L'option « la plus probable », selon une source proche du pouvoir, est que le roi demande au gouvernement démissionnaire d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'échéance électorale.

Charles Michel a annoncé sa démission après un débat au Parlement au cours duquel il avait appelé l'opposition à le soutenir au coup par coup sur plusieurs thèmes clés (pouvoir d'achat, sécurité, environnement) pour permettre au gouvernement de continuer à travailler.

L'appel à cette « coalition de bonne volonté » n'a « pas été entendu », a déploré le premier ministre devant les députés. « Je prends donc la décision de présenter ma démission, et mon intention est de me rendre chez le roi immédiatement », a-t-il affirmé.



Au cours d'une suspension de séance, socialistes et écologistes venaient de convenir du dépôt d'une motion pour renverser le gouvernement, traduisant le refus de cette « main tendue ».

Depuis le 9 décembre, date du départ des ministres nationalistes flamands de la N-VA, Charles Michel était à la tête d'un gouvernement privé de majorité.

**Le premier ministre Charles Michel à son arrivée mardi soir au château royal de Laeken**

THIERRY ROGE  
BELGA / AGENCE FRANCE-PRESSE

Son refus d'organiser un vote de confiance qui paraissait risqué l'exposait à des « motions de méfiance » de la part de l'opposition.

Mardi soir, après avoir reçu M. Michel, le roi a annoncé qu'il mettait sa décision « en suspens ». Il devrait mener des consultations avec les chefs de parti avant de trancher.

La Belgique détient un record mondial en matière de crises gouvernementales. Entre mi-2010 et décembre 2011, le royaume de 11 millions d'habitants avait tenu 541 jours sans gouvernement de plein exercice. Cela n'avait toutefois pas empêché la prise de décisions importantes, comme celle de l'intervention militaire en Libye.

**Pacte mondial sur les migrations**

La coalition au pouvoir associant depuis octobre 2014 libéraux et démocrates-chrétiens aux nationalistes flamands de la N-VA s'est effondrée sur le dossier de la migration.

L'Alliance néo-flamande (Nieuw Vlaamse Alliantie, N-VA) avait retiré son soutien à Charles Michel à la veille de son déplacement pour approuver le pacte de l'ONU au nom de la Belgique, le 10 décembre à Marrakech.

Une attitude dénoncée par le chef du gouvernement comme « une volte-face » de la N-VA, alors qu'un consensus s'était dégagé sur ce texte au cours de l'été.

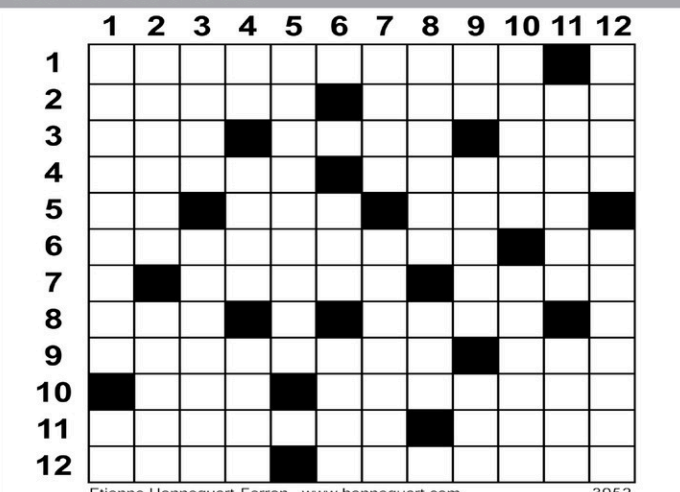
Malgré son caractère non contraignant, ce texte était refusé par les nationalistes flamands au motif qu'il ouvrirait la porte à des pertes de souveraineté des États signataires pour arrêter leur politique migratoire.

Dans le sillage des États-Unis et d'Israël notamment, une dizaine de pays européens ont annoncé leur retrait ou le gel de leur décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York.

Depuis son départ du gouvernement, la N-VA continuait de monnayer son soutien au gouvernement belge devenu minoritaire.

Pour voter le budget 2019 cette semaine à la Chambre, il avait notamment exigé de pouvoir ouvrir des discussions constitutionnelles sur le pouvoir des communautés, ce que le premier ministre a jugé « inacceptable ».

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT  
1. La Pucelle d'Orléans.  
2. Couvert de vapeur d'eau - Grand chat sauvage.  
3. Club de golf - Oseille - A cours au Danemark.  
4. Sauve-qui-peut - Rendre moins pur.  
5. Marque une liaison - Abréviation médicale - Voile le soleil.  
6. Qui répugne - Exclamation enfantine.  
7. Difficile et dépourvu d'attrait - Précis.  
8. Armée féodale - Longues pièces de bois.  
9. Tabellions - Dans l'alphabet grec.  
10. On peut y pêcher - On y va pour voter.  
11. Jeu de cartes - On y fait du whisky.  
12. Pilastre cornier - Tordre du linge.

VERTICALEMENT  
1. Principal auteur de la Déclaration d'indépendance des États-Unis (- Gallium).

2. Révolte - Couvre-joint.  
3. Hangar - Il est combatif.  
4. Dénudé - Petite promenade - Irritant au goût.  
5. Reine d'Égypte.  
6. Palefrenier - Procédé poétique.  
7. Est tenu de - Déesse de la Vengeance.  
8. Intonation de la voix - Il crache au Japon.  
9. Note - Regimbent - Prénom de Ferré.  
10. Copie conforme - État d'attente confiante.  
11. Reflets d'une perle - Titre royal.  
12. Enlever - Prétendre à.

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO  
1 S A I N T G R A A L A  
2 A I G U E A N N O T E  
3 I N N X I I O U I R  
4 N E A N T D Y N A M O  
5 T R U I N S E N O N  
6 E V E I L L S O I G N E  
7 X E T E T M M E F  
8 U N E S O V A I R E S  
9 P E T M U E N T V  
10 E R R E U R S E P I S  
11 R I E U R P E N S E E  
12 Y E S H I V A T I R S

SUDOKU

par Fabien Savary

				4	8	1					
		4	6						8	2	
5	8										
9					3	4	6				
		1		7							
		5			9						
	7	9	2	8		5	4				
		2		5							
					6	8					

Niveau de difficulté : MOYEN 4088

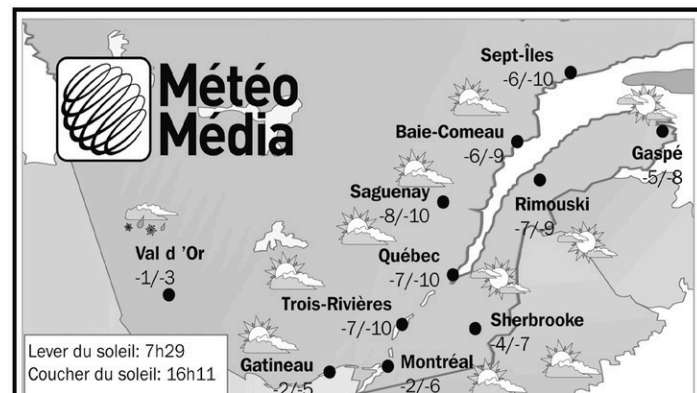
Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

7	2	8	1	4	9	3	6	5
5	9	3	6	2	8	1	7	4
6	4	1	5	3	7	8	2	9
2	8	9	4	7	5	6	1	3
3	5	4	2	6	1	7	9	8
1	6	7	9	8	3	4	5	2
4	7	6	8	5	2	9	3	1
8	1	2	3	9	6	5	4	7
9	3	5	7	1	4	2	8	6

4087

**SUDOKU : le logiciel**  
10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary  
En exclusivité sur le site des Mordus  
[www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com)



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 3/-10	Var -2/-5	Londres	Var 11/8	Ave 11/8
Moncton	Sol -4/-9	Sol -1/-5	Los Angeles	Sol 24/12	Sol 25/13
Saint-Jean	Sol -3/-6	Sol 1/-1	Mexico	Sol 21/6	Sol 19/4
Toronto	Sol 5/0	Var 4/2	New York	Sol 5/0	Ave 7/5
Vancouver	Plu 9/5	Plu 8/5	Paris	Sol 10/6	Var 10/7
Winnipeg	Bru 2/-7	Var -6/-16	Tokyo	Sol 13/4	Var 12/4

**Montréal**  
Aujourd'hui -2  
Ce soir -6  
Demain 2/-2  
Vendredi 7/4  
Samedi 4/8

Ciel variable. Ciel variable. Passages nuageux. Pluie (pdp 80%). Averses (pdp 40%).

**Québec**  
Aujourd'hui -7  
Ce soir -10  
Demain -1/5  
Vendredi 6/4  
Samedi 7/8

Passages nuageux. Nuageux avec éclaircies. Passages nuageux. Pluie (pdp 80%). Averses (pdp 70%).

**Gatineau**  
Aujourd'hui -2  
Ce soir -5  
Demain 4/-1  
Vendredi 6/1  
Samedi 1/-11

Ciel variable. Ciel variable. Ciel variable. Pluie (pdp 80%). Averses de neige (pdp 70%).

**Météo Média**  
meteomedia.com/video

IMPRÉVISIBLE. COMME PRÉVU!  
DÉCOUVREZ-EN PLUS

## Traité nucléaire : la Russie hausse le ton

ANNA SMOLCHENKO  
À MOSCOU  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président de Russie, Vladimir Poutine, a dévoilé mardi les projets de Moscou si les États-Unis se retirent comme ils l'ont annoncé du traité nucléaire INF, assurant que la Russie développera des missiles stratégiques jusqu' alors interdits par cet accord signé en 1987.

Depuis que Donald Trump a annoncé son intention de sortir de ce traité signé par le dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, et le président américain de l'époque, Ronald Reagan, la Russie ne décolère pas et met en garde contre un retour de la « course aux armements ».

Début décembre, Washington a réitéré ses intentions, le secrétaire d'État Mike Pompeo ayant donné à Moscou 60 jours pour s'y conformer.

Si Vladimir Poutine avait déjà menacé de développer de nouveaux missiles balistiques de portée intermédiaire en cas de retrait américain, il a pour la première fois détaillé ses intentions lors d'un discours devant les plus hauts gradés de l'armée russe au ministère de la Défense.

L'accord signé en 1987, qui interdit le développement d'armes nucléaires de portée intermédiaire, bannissait les missiles balistiques terrestres, mais pas ceux lancés depuis la mer ou les airs.

Les missiles Kalibr, développés pour les frégates de la marine russe, et les missiles air-sol Kh-101 seront donc adaptés pour être lancés depuis le sol, a d'emblée prévenu Vladimir Poutine.

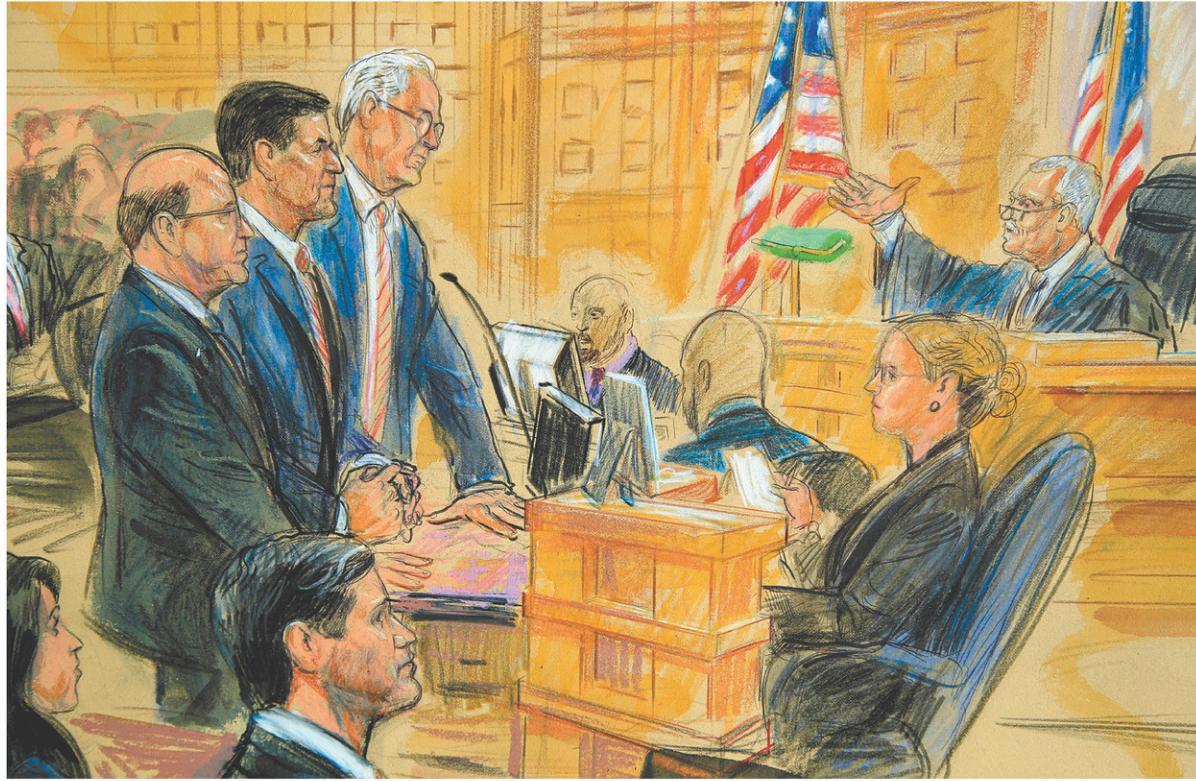
« Ce ne sera probablement pas très difficile de mener la recherche et développement appropriée et de les installer sur terre si nécessaire », a-t-il déclaré avant de vanter une nouvelle fois les mérites du missile hypersonique « Kinjal » (« Poignard »), qu'il avait qualifié d'invincible en mars.

« Personne d'autre ne l'a », a répété le président russe, qui s'exprimait aux côtés de son ministre de la Défense, Sergueï Choïgou.

Vladimir Poutine a également suggéré d'accueillir de nouveaux pays dans le traité INF, signé et appliqué seulement par les États-Unis et la Russie. Si elle n'a pas été nommée, cette invitation s'adressait notamment à la Chine, qui a développé des missiles interdits par le traité INF.

« Il y a effectivement des difficultés avec ce traité. D'autres pays qui possèdent des missiles de portée intermédiaire n'en sont pas membres, a déclaré le président russe : Mais qu'est-ce qui nous empêche de lancer les négociations sur leur adhésion au traité existant ou de commencer les discussions sur un nouveau traité ? »

Le traité INF, en abolissant l'usage de toute une série de missiles d'une portée variant de 500 à 5500 km, avait mis un terme à la crise déclenchée dans les années 1980 par le déploiement des SS-20 soviétiques à têtes nucléaires ciblant les capitales occidentales.



Le juge Emmet Sullivan, du Tribunal fédéral de Washington, a manifesté son mépris mardi pour Michael Flynn, ancien conseiller de Donald Trump, poursuivi pour avoir cherché à dissimuler ses contacts avec des Russes.

DANA VERKOUTEREN ASSOCIATED PRESS

### III ÉTATS-UNIS

## Un juge « dégoûté » par la « trahison » de Flynn

PAUL HANDLEY  
CHARLOTTE PLANTIVE  
À WASHINGTON  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Un juge fédéral américain a reporté mardi le verdict contre l'ancien conseiller de Donald Trump, Michael Flynn, après avoir exprimé son « dégoût » envers l'accusé, poursuivi pour avoir cherché à dissimuler ses contacts avec des Russes.

L'ancien général de 60 ans avait plaidé coupable fin 2017 d'avoir menti au FBI au sujet notamment de conversations avec l'ambassadeur de Russie aux États-Unis, Sergueï Kisliak.

Il avait également accepté de coopérer avec la justice. En échange, il n'avait pas été inculpé pour des activités non déclarées de lobbying au service de la Turquie.

Début décembre, le procureur spécial Robert Mueller, responsable de la tentaculaire enquête russe, avait loué son « aide substantielle » et avait recommandé une peine sans détention.

Mais ses appels à la clémence n'ont pas touché le juge Emmet Sullivan, du Tribunal fédéral de Washington, qui a accusé mardi Michael Flynn d'avoir trahi son pays.

« On peut considérer que [vos actes] portent atteinte à tout ce que ce drapeau représente. On peut considérer que vous avez vendu votre pays », a déclaré le magistrat lors d'une audience qui devait fixer la peine de Michael Flynn.

Manifestant son « dégoût » et son « mépris » envers l'accusé, le juge Sullivan lui a laissé le choix entre recevoir immédiatement une peine de réclusion potentiellement sévère ou attendre les conclusions de l'enquête russe, pour savoir s'il a vraiment collaboré avec les enquêteurs.

Pour son parjure, Michael Flynn encourt jusqu'à six mois de prison.

### « Bonne chance »

Dans une publication matinale, Donald Trump avait souhaité « bonne chance » à son ancien conseiller sur Twitter. « Il sera intéressant de voir ce qu'il a à dire,

malgré l'intense pression mise sur lui », avait-il ajouté, en martelant une nouvelle fois qu'il n'y avait pas eu de « collusion » entre le Kremlin et son entourage.

Le locataire de la Maison-Blanche ne cesse de dénoncer une « chasse aux sorcières ».

Robert Mueller, qui enquête depuis 18 mois sur les ingérences russes dans la présidentielle de 2016, n'a pas encore abattu toutes ses cartes et rien ne permet de dire, à ce stade, qu'il y a bien eu entente entre Moscou et l'équipe du candidat Trump.

Mais plusieurs anciens conseillers du magnat de l'immobilier, dont son avocat personnel Michael Cohen, ont été condamnés pour des faits débusqués en marge de ses investigations, donnant l'image d'un candidat bien mal entouré.

Et le procureur Mueller a, au fil des documents judiciaires, dressé le tableau de multiples contacts entre des Russes et des proches de Donald Trump.

### « Une embuscade » du FBI

Michael Flynn, connu pour son indulgence à l'égard de la Russie, fut conseiller du candidat Trump puis conseiller à la Sécurité nationale du président pendant 22 jours. Il avait été inculpé en décembre 2017 pour avoir menti sur ses contacts avec des Russes après la victoire du milliardaire républicain.

À l'approche de l'audience, ses avocats avaient argué qu'il avait été poussé à la faute par les enquêteurs du FBI qui, lors de son interrogatoire, ne lui avaient pas notifié que mentir était un crime.

Mais le procureur Mueller avait balayé cette tentative de minimiser sa responsabilité. « Un conseiller à la Sécurité nationale, ancien chef d'une agence de renseignement et général à la retraite, ayant servi 33 ans dans les forces armées sait qu'il ne faut pas mentir aux agents fédéraux », a-t-il écrit.

La porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Sanders, a ainsi estimé mardi matin que Michael Flynn était tombé dans « une embuscade » et que le FBI n'avait pas « respecté les protocoles » lors de son interrogatoire.

**On peut considérer que [vos actes] portent atteinte à tout ce que ce drapeau représente. On peut considérer que vous avez vendu votre pays.**

LE JUGE  
EMMET SULLIVAN



## La Fondation Trump accepte de se dissoudre

AGENCE FRANCE-PRESSE  
À NEW YORK

La fondation de Donald Trump a accepté de se dissoudre, une victoire pour les procureurs de l'État de New York qui l'ont assignée en justice en juin, accusant le président de l'avoir utilisée pour financer des dépenses personnelles plutôt que caritatives.

La fondation a signé un accord par lequel elle accepte « de se dissoudre sous supervision judiciaire », comme l'exigeait la justice new-yorkaise, qui pourra ainsi vérifier que les actifs restants sont répartis entre de réelles organisations caritatives, a indiqué lundi la procureure de l'État de New York, Barbara Underwood.

Mais l'action en justice contre la fondation, que la justice accuse d'avoir fonctionné sur « un modèle choquant d'illégalité », n'est pas terminée pour autant, a souligné la procureure.

« Nous allons poursuivre notre action, pour être sûrs que la Fondation Trump et ses administrateurs ont à répondre de leurs violations claires et répétées de la loi », a-t-elle indiqué.

La justice réclame notamment toujours de la fondation qu'elle restitue quelque 2,8 millions de dollars soupçonnés d'avoir été indûment dépensés, ainsi que des amendes.

Elle demande aussi que Donald Trump et les trois enfants de son premier mariage — Donald Junior, Eric et Ivanka, qui siégeaient à la fondation — soient bannis de la direction de toute organisation caritative.

L'assignation en juin avait mis en lumière l'imbrication entre la fondation et la Trump Organization, la société new-yorkaise chapeautant les avoirs de Donald Trump, qui gère surtout des hôtels et clubs de golf, aux États-Unis et à l'étranger.

Selon la procureure, le milliardaire républicain aurait ainsi utilisé la fondation, qui n'avait aucun employé propre, pour promouvoir ses hôtels ou clubs de golf et collecter des fonds liés à la campagne électorale, ce qui est strictement interdit par la loi.

Le dossier contre la fondation n'est cependant pas la plus grave des actions en justice qui empoisonnent Donald Trump.

Son ancien avocat Michael Cohen s'est retourné contre lui et accuse le président de lui avoir demandé de payer deux ex-maîtresses présumées pour qu'elles ne disent rien de ces liaisons pendant la campagne électorale 2016.

De tels paiements violent les lois sur le financement des campagnes, et alimentent les spéculations sur une inculpation ou une procédure de destitution contre M. Trump.

Le président est aussi en difficulté face au procureur spécial Robert Mueller, qui enquête sur une éventuelle collusion de son équipe de campagne avec la Russie.

### EN BREF



Une manifestation anti-Brexit tenue lundi devant le parlement britannique  
TOLGA AKMEN AGENCE FRANCE-PRESSE

### Des milliers de militaires « prêts » à intervenir en cas de Brexit sans accord

LONDRES — Le gouvernement britannique a annoncé mardi allouer 3,4 milliards de dollars à 26 ministères et départements pour les préparatifs en vue d'un potentiel Brexit sans accord, scénario qui pourrait mobiliser jusqu'à 3500 militaires. « Un gouvernement responsable se prépare à toutes les éventualités et c'est la raison pour laquelle nous intensifions les préparatifs en cas d'absence d'accord », a déclaré le ministre des Finances, Philip Hammond. Plus tôt, le ministre de la Défense, Gavin Williamson, a annoncé que 3500 militaires se tiendraient « prêts » à intervenir pour soutenir les services gouvernementaux qui en exprimeraient le besoin. Il a néanmoins précisé qu'« aucune demande officielle » n'avait encore été reçue.

Agence France-Presse

### Présidentielle américaine : Moscou dément avoir incité les Noirs à ne pas voter

MOSCOU — Le Kremlin a démenti mardi un rapport du Sénat américain affirmant qu'une campagne de propagande russe sur les réseaux sociaux avait été lancée pour inciter les Noirs à s'abstenir de voter avant la présidentielle américaine de 2016. « Il s'agit d'accusations et de plaintes très générales, dont certaines nous sont absolument incompréhensibles », a affirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. « On nous reproche le fait qu'une personne ait vu d'un œil critique la situation dans tel ou tel milieu social aux États-Unis. Mais on ne sait pas ce que la Russie vient faire là-dedans », a-t-il ajouté, répétant que « l'État russe et son gouvernement n'ont jamais pris part et ne prennent part à aucune ingérence » à l'étranger.

Agence France-Presse

### RDC : 45 morts dans des violences interethniques

KIKWIT — Au moins 45 personnes ont été tuées dans des violences entre deux ethnies depuis dimanche dans une province de l'ouest de la République démocratique du Congo, provoquant un soudain afflux de réfugiés au Congo-Brazzaville voisin, a appris l'AFP mardi de source officielle. Les violences auraient éclaté quand des membres de l'ethnie des Banunu ont voulu un de leurs chefs coutumiers sur les terres d'une autre communauté, les Batendé. « Ces violences ne sont pas liées à la campagne électorale en cours dans le pays. Il s'agit d'un conflit entre deux communautés », a souligné le responsable, à cinq jours des élections à hauts risques en RDC.

Agence France-Presse